Semaine européenne de la vaccination

Prévention Protection Vaccination

2013

# Retour sur la semaine de la vaccination

## *Articles et témoignages*

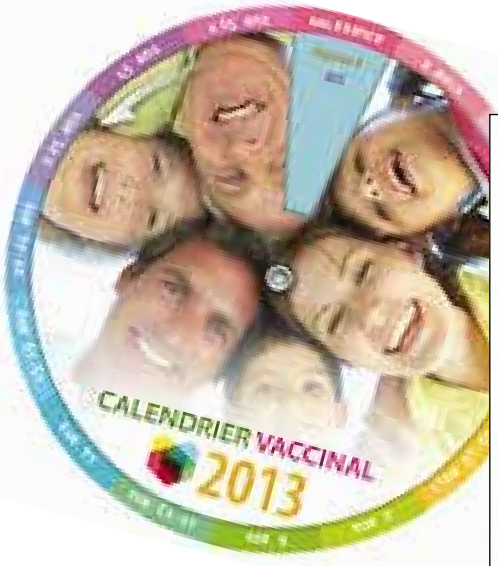
## Table des matières

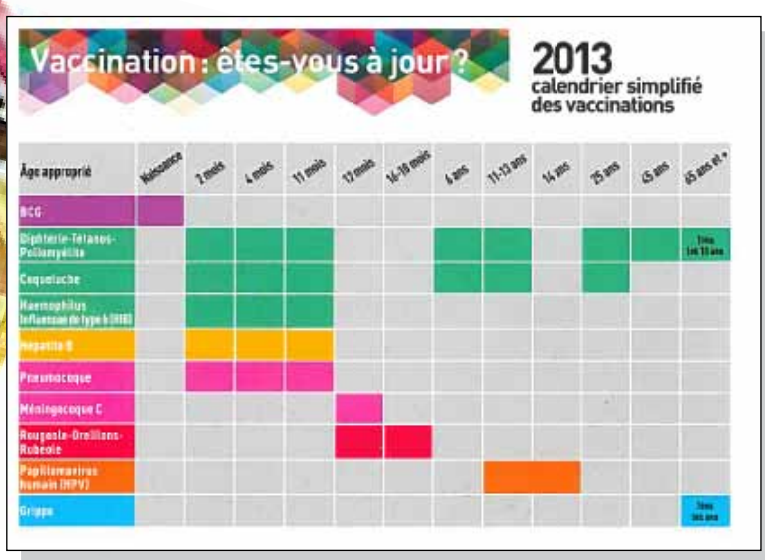

Politique vaccinale régionale : une stratégie aux multiples facettes ..... 4

Vaccination des jeunes : retour sur un projet pilote en Île-de-France ..... 6

La semaine de la vaccination côté professionnels ..... 10

Exemples d'actions locales ..... 12



Document réalisé par l'IREPS Ile de France

## Édito

Le programme national d'amélioration de la politique vaccinale 2012-2017 a été défini en se fondant sur le rapport du comité de pilotage ministériel en 2010 et sur les enseignements plus récents tirés des campagnes de vaccination lors de la pandémie grippale, lors de l'épidémie de rougeole, et lors de l'endémie à méningocoques B en Haute Normandie.

Sur la base des principaux points de force ou de faiblesse du dispositif actuel de vaccination, ce programme s'articule autour de cinq axes :
- Simplifier le calendrier vaccinal et l'accès aux données du carnet de vaccination ;
- Faciliter l'accès à la vaccination en s'appuyant sur les Agences Régionales de Santé ;
- Inciter à la vaccination ;
- Améliorer le suivi et l'évaluation de la politique vaccinale ;
- Conforter le continuum recherche fondamentale publique-transformation industrielle sur les vaccins et favoriser la recherche en sciences humaines.

L'INVS vient de publier un rapport qui s'intitule « Mesure de la couverture vaccinale en France » qui permet de dresser un état des lieux à partir de la compilation des sources les plus appropriées par classe d'âge. Selon ce rapport, il s'avère que les objectifs de couverture vaccinale fixés par la loi de santé publique n'étaient pas atteints en 2012 pour la plupart des vaccinations.

En Île-de-France, selon les données épidémiologiques présentées par l'ARS :
- La vaccination contre la rougeole reste une priorité en raison de sa recrudescence depuis 2008. Le nombre de cas déclarés est passé de 13 en 2006 à près de 1 800 en 2011 entrainant des complications sévères.
- La coqueluche est la première cause de mortalité par infection bactérienne chez les nourrissons de moins de 3 mois (hors nouveaux nés).
- La tuberculose reste une priorité ainsi que l'hépatite B, la grippe et le papillomavirus.

Sur l'Île-de-France il existe une hétérogénéité entre les départements : le pilotage et la coordination, les dispositifs, la couverture des départements...

Dans ce cadre, l'ARS Île-de-France a missionné l'IREPS pour participer au développement de cette politique dans la région.

Ce document, même s'il n'est pas exaustif, a pour objectif de rendre visible certaines dynamiques mises en place sur les territoires franciliens en 2013 et de valoriser quelques initiatives locales.
J'espère qu'il répondra aux attentes de tous les professionnels qui ont contribué à sa rédaction et donnera envie à de nouveaux partenaires de nous rejoindre l'année prochaine.

Bonne lecture !

Gwénaëlle GUILLOU
Coordinatrice du projet vaccination
pour l'IREPS IDF

# Politique vaccinale régionale : une stratégie aux multiples facettes

**Face à l'insuffisance de la couverture vaccinale en France et à la résurgence de certaines maladies qui en découle, la Direction Générale de la Santé (DGS) a mis en place un programme national visant à améliorer la situation. A l'échelle régionale, l'ARS s'est engagée à développer des actions de promotion de la vaccination des nourrissons et des adolescents. Explications du docteur Marie-Pierre Ménager, pilote du projet pour l'ARS.**

*Le docteur MENAGER lors de la conférence du 25 avril 2013 à Paris.*

Du fait de la récente épidémie de rougeole, un projet régional associant de nombreux partenaires a été mis en place. Programmé de 2012 à 2017, il s'intéresse en priorité à la promotion de la vaccination contre cette maladie, et notamment au rattrapage chez les jeunes adultes et les adolescents.

En termes de chiffres, l'ARS souhaite atteindre d'ici à cinq ans un niveau de couverture vaccinale de 95 % pour la première dose et 80 % pour la seconde à 24 mois, 90 % à 6 ans et enfin 95 % à 17 ans. Le projet est copiloté par l'Assurance maladie.

*« Les résultats du diagnostic de couverture vaccinale (1) réalisé avec la CIRE nous ont beaucoup surpris »*, souligne le médecin. En effet, l'insuffisance de remplissage des données ne permet pas d'établir un taux régional ; sur les six départements renseignés, le taux d'enfants vaccinés avec deux doses à 24 mois oscille entre 64,7 et 73,7 % selon les départements. *« Les inégalités territoriales sont flagrantes. Par ailleurs, nous sommes loin des 80 % de l'objectif régional à cet âge, et la marge de rattrapage est encore grande pour atteindre les recommandations »*

Le choix d'une thématique unique s'explique aussi par les représentations populaires de la rougeole, considérée à tort comme une maladie infantile et bénigne. *« L'épidémie a démontré que la rougeole touchait aussi des adolescents et de jeunes adultes, avec parfois des complications sévères. La moitié des 23000 cas observés entre 2008 et 2011 en France a concerné des personnes de 15 ans et plus, dont un tiers a été hospitalisé »*, rappelle Marie-Pierre Ménager.
*« Il persiste aujourd'hui des poches de jeunes adultes et d'adolescents non vaccinés, qui risquent d'être malades, d'avoir des complications plus fréquentes à cet âge, voir de contaminer les populations vulnérables non vaccinables (femmes enceintes, très jeunes nourissons, populations sous immunosuppresseurs...)(2). »*

## Trois axes prioritaires

Cette politique vaccinale régionale s'articule autour de trois axes. Tout d'abord, il s'agit de mieux connaitre l'épidémiologie et la couverture vaccinale régionale. Ensuite, de mettre en œuvre des actions spécifiques en mobilisant tous les professionnels concernés. *« Les médecins, qui sont les principaux vaccinateurs, les sages-femmes, qui ont un rôle primordial , mais aussi les infirmières et les pharmaciens »*, détaille le docteur Ménager. *« Ce sont tous des relais très importants. »*

Enfin, de développer des actions spécifiques hors les murs notamment lors de la journée défense et citoyenneté (JDC).

*(1) Données du certificat de santé du 24ème mois, 2010 (INVS)*
*(2) Couverture insuffisante : une enquête de séro-épidémiologie récente de l'INVS montre que plus de 1,3 million de personnes ne sont pas protégées contre la rougeole.*

Pour y parvenir, deux groupes de travail composés de représentants de différents métiers, différents territoires et différentes institutions ont été constitués, en lien avec l'Assurance maladie, partie prenante dans le projet, Conseils généraux, PMI, professionnels de santé, Education nationale, centres de vaccinations, experts nationaux (INPES, INVS) et régionaux (IREPS) comptent également parmi les partenaires de l'ARS.

## S'appuyer sur les compétences de l'IREPS

Le premier de ces groupes de travail, piloté par l'ORS et la CIRE, recense, synthétise et analyse les données relatives à la couverture vaccinale en Ile-de-France. Le second, piloté par le Conseil général de Seine-Saint-Denis, la délégation territoriale de Seine-et-Marne de l'ARS et l'IREPS, se consacre quant à lui au recensement, à la coordination et à la mise en œuvre d'action de promotion de la santé dans la région.

« *Nous avons missionné l'IREPS car nous souhaitions nous appuyer sur l'expérience de l'association auprès des jeunes, ses compétences en éducation et promotion de la santé, mais aussi pour le développement d'une offre de services aux acteurs territoriaux.* »

De fait, l'IREPS a d'ores et déjà commencé à travailler sur plusieurs fronts : le recensement des actions menées en Ile-de-France dans le cadre de la Semaine européenne de la vaccination, la coordination d'un cycle de conférences dans les départements (page 10), l'accompagnement méthodologique, l'harmonisation des évaluations et le développement de la communication autour de ces différents projets, mais aussi l'organisation d'une action pilote organisée dans le cadre des JDC (page 6).

« *Les premiers résultats sont encourageants* », conclut le docteur Ménager. « *Ces actions nous ont permis de coordonner un réseau professionnel, d'échanger sur nos pratiques, de développer les actions hors les murs et de commencer à analyser les freins à la vaccination. Il s'agit désormais de renouveler ces actions et de les développer.* »

*ARS : Agence Régionale de la Santé*
*CIRE : Cellule Inter-Régionale d'Epidémiologie*
*INPES : Institut National de Prévention et d'Education pour la Santé*
*INVS : Institut Nationale de Veille Sanitaire*
*IREPS : Instance Régionale d'Education et de Promotion de la Santé*
*ORS : Observatoire Régional de la Santé*

# Vaccination des jeunes : retour sur un projet pilote en Île-de-France

**Pour la première fois cette année, l'IREPS organisait une opération de sensibilisation dans le cadre des Journées défense et citoyenneté (voir encadré). Ce projet pilote, qui s'est déroulé à Versailles et à Vincennes, a mobilisé une trentaine de professionnels. Grâce au soutien de l'armée, l'équipe a pu sensibiliser plus de 700 jeunes de 16 à 25 ans, mais aussi faire un retour sur leurs vaccinations à plusieurs centaines d'entre eux. Regards croisés sur l'opération.**

## Quatre jours pour s'approprier sa vaccination

Pour tous, c'est une grande première. Les jeunes, qui pour la plupart n'ont jamais eu de contact avec l'armée ; les professionnels, qui participent à une opération inédite dans la région. Si l'appréhension était palpable à l'entrée des centres de Versailles, Satory et Vincennes, les journées se sont révélées riches d'enseignements.

Pour cette première, l'action a pris deux formes différentes. D'une part, deux animateurs de prévention de l'IREPS sont intervenus auprès de 18 groupes d'appelés pour une présentation rapide sur la vaccination, son fonctionnement, ses bénéfices et son caractère citoyen.

D'autre part, des équipes d'étudiants infirmiers, de secrétaires médico-sociales et de médecins volontaires ont examiné les carnets de vaccination d'une partie des jeunes afin de faire un point sur leur historique vaccinal. S'ils le souhaitaient, les jeunes pouvaient ensuite rencontrer un médecin ou un infirmier pour un entretien individuel.

### Chiffres clés

729 jeunes ont participé, dont 402 à Versailles et 327 à Vincennes.
232 jeunes ont bénéficié de la lecture des carnets de santé.
15 jeunes ont souhaité rencontrer le médecin lors d'un entretien individuel.
87 % des jeunes se disent satisfaits de l'intervention.
73 % déclarent avoir acquis des connaissances.
68 % ont exprimé l'envie de suivre leurs vaccinations suite à l'intervention.
Avant l'intervention, 18,8 % des jeunes déclaraient ne pas se préoccuper de la vaccination. Ils ne sont plus que 11,4 % après l'animation.

Données issues de l'évaluation réalisée par l'IREPS Île-de-France

### Gros plan sur les JDC

Instituées en 1998 dans le cadre de la réforme du Service National, les Journées Défense et Citoyenneté sont obligatoires pour l'ensemble des filles et garçons de nationalité française âgés de 16 à 25 ans. Une occasion privilégiée de toucher la quasi intégralité d'une tranche d'âge et de la sensibiliser à la question de la vaccination.

## 15 minutes pour sensibiliser

Au total, plus de 700 jeunes ont assisté à l'intervention, basée sur une présentation de l'INPES.

« *Le message principal ? Leur faire comprendre les bénéfices de la vaccination, avec un focus sur la rougeole, une priorité de santé publique du fait de l'épidémie récente* », précise Camille Defosse, animatrice de prévention.

Certains sont plutôt au point sur le sujet : le fonctionnement du système immunitaire fait partie du programme de terminale scientifique. Pour d'autres, la découverte est totale. Mais dans tous les cas, l'intervention permet de faire le tri entre idées reçues et vérités scientifiques.

De répondre à Carole, qui soutient qu' « *on est malade pendant trois jours après la piqûre, et qu'on attrape la maladie quand même* », ou à Assia, qui a entendu parler d' « *un vaccin qui donne la paralysie* ». L'efficacité de la vaccination et les effets secondaires possibles font en effet partie des sujets qui préoccupent le plus les jeunes.

Vaccination des jeunes : retour sur un projet pilote en Île-de-France (suite)

## Mission accomplie

Pour évaluer plus concrètement l'impact de l'intervention, ces derniers étaient invités à remplir un questionnaire avant et après l'animation. Objectif : établir si leurs connaissances et leur intérêt pour le sujet ont évolué. Pour certains, le contrat semble rempli. « *J'ai appris des choses, et notamment à me servir de mon carnet de santé* », indique ainsi Laure. « *Jusqu'ici, c'est ma maman qui s'en occupait.* »

Même son de cloche chez Frédéric, qui dit avoir désormais « *envie de vérifier moi-même mon carnet.* » D'autres, en revanche, ne semblent pas prêts à prendre leur santé en main, et préfèrent pour l'instant laisser leur parents s'en charger.

## « Mais j'étais pourtant sûr d'être à jour ! »

Par ailleurs, 232 jeunes avaient apporté leur carnet de santé, comme un courrier envoyé avec la convocation aux JDC le leur demandait. Collectés par les animateurs de l'IREPS, les carnets ont ensuite été examinés par des professionnels de santé. A l'issue de cette analyse, ils leur ont été retournés complétés d'une fiche récapitulative, véritable état des lieux de leur couverture vaccinale.

Un bilan qui les intéresse visiblement : tous consultent immédiatement les fiches et y vont de leur commentaire. Beaucoup de jeunes filles réagissent en particulier sur le vaccin contre le papillomavirus : rares sont celles qui sont à jour. Des questions émergent, et, sur les quatre jours, une quinzaine de jeunes solliciteront un rendez-vous avec les médecins mobilisés pour l'occasion.

## Des bases pour avancer

Au terme de l'action, le bilan apparaît donc très satisfaisant. Reste désormais à évaluer son impact à moyen terme.

*Lecteurs de carnets aux JDC de Vincennes.*

Témoignage

## Une intervention satisfaisante, mais qui peut être améliorée

**Camille Defosse, animatrice de prévention et Guillaume Deliot, animateur chargé de projets à l'IREPS, sont intervenus à Satory, Versailles et Vincennes. Retour sur ces quatre jours d'intervention.**

***A vous deux, vous êtes intervenus auprès de 729 jeunes. Dans l'ensemble, semblaient-ils intéressés par la vaccination ?***

**Camille Defosse** : Les jeunes semblent plutôt satisfaits de l'intervention, je pense que ça peut les responsabiliser, ou du moins leur donner l'idée de jeter un œil à leur carnet de santé. Ils sont encore jeunes, souvent ce sont leur parents qui s'occupent de leur santé, ils n'ont pas toujours leur propre carte vitale : l'intervention est aussi une façon de les aider à s'approprier leur vaccination.

**Guillaume Deliot** : C'est assez difficile de savoir ce qu'ils en ont pensé, mais certains nous ont posé des questions assez précises, sur les effets secondaires des vaccins quadrivalents par exemple ou sur les vaccinations nécessaires pour partir à l'étranger.

***Vous avez pu leur répondre ?***

**GD** : Pas toujours, je les ai orientés vers le médecin mais ils ne sont pas tous allés le voir. Il aurait été intéressant de coanimé avec un professionnel de santé pour pouvoir répondre à ce type de questions sur le moment.

***Quel bilan pouvez-vous tirer de vos interventions ?***

**GD** : Un bilan plutôt positif, mais il reste des points d'amélioration si on veut véritablement faire de l'éducation pour la santé et pas uniquement de la sensibilisation.

**CD** : Ça reste une intervention de quinze minutes, auprès d'un groupe qui ne se connaît pas, dans le cadre d'une journée assez spécifique. J'ai cependant observé une réaction forte chez les jeunes qui ont bénéficié de la lecture du carnet, ils se sont tout de suite intéressés aux résultats, ont posé des questions…

**GD** : C'était aussi intéressant d'intervenir auprès d'un public très large, notamment les jeunes non scolarisés que nous avons du mal à toucher habituellement.

Vaccination des jeunes : retour sur un projet pilote en Île-de-France (suite)

# Bilan : objectifs dépassés

**Même si l'action est loin d'être terminée, Gwénaëlle Guillou, directrice du CODES 78 en charge de la coordination du projet vaccination pour l'IREPS et Catherine Allais, chargée de projets en charge de la coordination technique, tirent un premier bilan de l'opération.**

***Pourquoi l'IREPS a-t-elle organisé cette action ?***

**Gwénaëlle Guillou** : L'IREPS a été sollicitée par l'ARS Île-de-France pour participer au programme national d'amélioration de la politique vaccinale 2012-2017 (voir page 4) dans la région. L'une des nos missions était de développer une action auprès des participants aux JDC, afin de toucher les adolescents et les jeunes adultes qui constituent l'un des publics prioritaires du programme.

***C'était une première dans la région, tout s'est-il déroulé comme prévu en termes d'organisation et de coordination ?***

**Catherine Allais** : L'Armée a tout de suite répondu à notre demande, le personnel militaire et civil s'est montré très aidant et très accueillant tout au long de l'opération. Quant aux intervenants, ils se sont impliqués de manière très volontaire.

**Gwénaëlle Guillou** : C'est une première étape d'un partenariat qui lie l'ARS, l'Armée, le Conseil Général, l'Institut de formation en soins infirmiers de Villeneuve St Georges, les centres de vaccination et les professionnels libéraux, sur laquelle nous allons pouvoir nous appuyer pour développer nos projets l'an prochain. Une véritable dynamique s'est enclenchée.

***Et en termes d'objectifs ?***

**Gwénaëlle Guillou** : Les objectifs ont été atteints en termes de nombre de jeunes touchés et de dynamique partenariale. Les évaluations à chaud des jeunes et des professionnels sont positives. Maintenant, nous allons procéder à une évaluation à distance, pour savoir si les actions organisées durant les JDC ont permis de faire évoluer les pratiques des jeunes, s'ils sont allés voir un médecin, ont parlé de vaccination à leur entourage… Elle débutera en septembre, par le biais d'un questionnaire anonyme.

Témoignage

## La richesse d'une équipe pluridisciplinaire

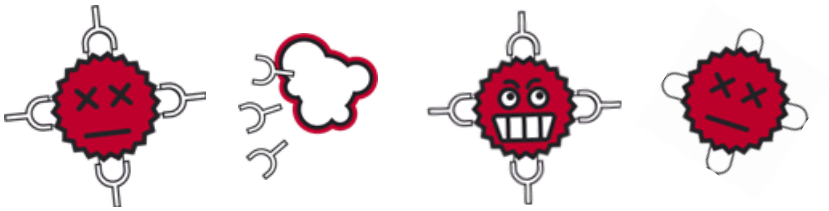
*Equipe pluridisciplinaire présente aux JDC de Versailles.*

Durant les quatre jours, 10 infirmiers, 8 étudiants infirmiers, 2 secrétaires médico-sociales et 4 médecins se sont mobilisés pour lire les carnets de santé des jeunes appelés et répondre à leurs questions. Tous se félicitent de la bonne organisation, tout comme du nombre important de jeunes qui ont joué le jeu et apporté leur carnet.

L'opération leur a par ailleurs permis de se plonger concrètement dans le nouveau calendrier vaccinal. «*Quelques questions ont émergé, en rapport avec la période de transition notamment*», indique Isabelle Gravy-Tonnelier, infirmière libérale.
Pour les étudiants infirmiers venus prêter main forte, c'est aussi une bonne occasion de se former. «*L'équipe a répondu à nos questions, nous avons pu apprendre des choses*», souligne Lucie Hionnic. «*Notamment à lire les carnets, ce que nous ne faisons pas habituellement*», ajoute Laura Crouvezier.

Tous jugent l'expérience très enrichissante. Les professionnels ont également salué la pluridisciplinarité des équipes, composées aussi bien d'infirmières libérales, de médecins, d'infirmières et de secrétaires médico-sociales officiant en centre de vaccination, à la Croix Rouge, au Conseil Général, à l'Education Nationale ou encore à l'ARS.

Pour tous, les quatre journées passées aux JDC ont permis de faire un premier point sur la vaccination des jeunes, « *catastrophique en ce qui concerne le papillomavirus et très moyenne pour*



*Illustrations issues de la présentation «Pourquoi se faire vacciner» de l'INPES utilisée lors des JDC.*

**Catherine Allais** : J'ai été positivement surprise de constater que beaucoup de jeunes avaient apporté leur carnet de vaccination. Nous ne nous attendions en revanche pas à beaucoup de demandes d'entretien individuel avec le médecin. Nous avons réajusté chaque jour notre façon d'en parler aux jeunes, et au final une quinzaine d'entre eux ont sollicité ce rendez-vous. Certains ont été orientés vers des structures proches de leur domicile pour leurs rappels.

**Gwénaëlle Guillou** : Par ailleurs, ce projet a répondu à un objectif essentiel en matière de promotion de la santé : l'échange de pratiques. Les intervenants ont apprécié de travailler ensemble, de rencontrer des professionnels issus d'autres structures, d'avoir le soutien du docteur Ménager lors des premières matinées sur chacun des sites, ce qui leur a permis de poser toutes leurs questions et de développer leurs compétences professionnelles.

**Catherine Allais** : Leurs réactions ont été très positives et l'ambiance très conviviale. Tous ont manifesté l'envie de participer à nouveau à ce type d'action, de s'impliquer de manière plus large dans des projets de santé publique.

### La vaccination a-t-elle un sexe ?

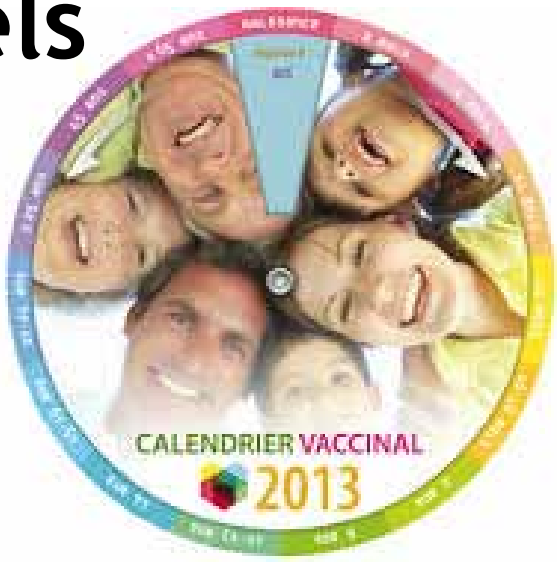
Parmi les résultats du questionnaire rempli par les jeunes lors de l'animation, une tendance émerge. Les jeunes filles sont en effet plus nombreuses à déclarer avoir peur de la vaccination, alors que les garçons disent moins s'en préoccuper. Les filles, qui s'y intéressent plus, donc, ont par ailleurs davantage le sentiment d'être à jour dans leurs vaccins. L'intérêt pour la vaccination aurait-il un sexe ?

*la méningite C* », observe Diara Nianghane, du centre de vaccination Bertheau à Paris ; mais aussi de réfléchir aux freins. Préjugés, idées reçues, manque de temps, crainte des effets secondaires et des adjuvants y compris au sein du corps médical constituent autant de raisons qui expliquent ces résultats en demi-teinte.

Enthousiastes, les participants réfléchissent déjà aux améliorations qui pourraient être apportées à l'opération. « *Il serait intéressant d'apprendre aux jeunes à lire leur carnets eux-mêmes* », propose ainsi Laura Crouvezier. La vaccination sur site fait également partie des idées lancées par plusieurs d'entre eux. Rendez-vous l'an prochain pour connaître l'évolution du projet.

# La semaine de la vaccination côté professionnels

## Mieux comprendre le nouveau calendrier




**Au-delà de la sensibilisation du public, la Semaine européenne de la vaccination représente aussi l'occasion de faire le point sur les pratiques, les connaissances et les représentations des professionnels. C'est dans cette optique qu'était organisée la rencontre du 25 avril à Paris. Animée par le docteur Marie-Pierre Ménager, pilote du projet vaccination pour l'ARS-IDF, et le professeur Daniel Floret, président du Comité technique des vaccinations (CTV), elle prend encore plus de sens dans le contexte du changement de calendrier vaccinal.**

Chargés de projets, médecins, représentants d'organismes professionnels ou encore infirmières, tous étaient venus en quête d'informations et de précisions sur le nouveau calendrier vaccinal.

### Plus simple, plus efficace

Après une introduction par Laurent Castra, directeur de la santé publique à l'ARS-IDF, la question a fait l'objet d'une présentation détaillée par le professeur Floret, à l'origine du nouveau calendrier.

*Le professeur FLORET lors de la conférence.*

*« Le CTV et le Comité de santé publique ont proposé une simplification du calendrier vaccinal, une simplification issue d'une longue réflexion démarrée en 2008 »*, précise-t-il. *« Il y avait dans l'ancien calendrier beaucoup d'injections chez les enfants, puisqu'un nourrisson suivant les recommandations vaccinales devait recevoir entre 10 et 13 injections, 13 à 19 avant l'âge de 18 ans. Deuxième constat, chez les adultes, les rappels décennaux étaient mal appliqués. »*

La nouvelle mouture a donc pour but, d'une part, de limiter le nombre d'injections pour les enfants, et d'améliorer la couverture vaccinale des adultes d'autre part. En se basant sur les données épidémiologiques des maladies à couverture vaccinale, mais aussi sur l'expérience d'autres pays européens, il a été possible de réduire le nombre d'injections nécessaires avant 18 ans à 12 (hors papillomavirus).

### Les adultes aussi

Un schéma tout aussi efficace que le précédent, souligne le professeur Floret, et qui devrait en outre augmenter l'acceptabilité de la vaccination par les parents. Et pour faciliter le travail des professionnels de santé, le CTV a également élaboré un mode d'emploi pour la période de transition entre les deux calendriers.
Pour les adultes, le mode d'administration des rappels a été modifié. Ils ne devront plus être effectués tous les dix ans, mais à âge fixe : 25, 45, 65 ans. Un fonctionnement plus facile à mémoriser, et qui rend les rappels moins fréquents.

Après des échanges nourris avec la salle, le docteur Marie-Pierre Ménager a pris le relais pour détailler la politique régionale vaccinale conçue par l'ARS-IDF. Son objectif ? Améliorer la couverture vaccinale et réduire les inégalités territoriales en s'appuyant notamment sur les acteurs de terrain.

La semaine de la vaccination côté professionnels

## Lutter contre les idées reçues

Sur scène comme dans la salle, les professionnels en sont conscients : polémiques, controverses et autres idées reçues restent l'un des freins majeurs au progrès de la vaccination. Le professeur Floret est donc revenu sur la question des adjuvants au cours d'une seconde intervention. Il s'est en particulier intéressé à l'aluminium, accusé par une équipe de recherche française d'affecter le système nerveux central des personnes vaccinées.

« *Il n'existe aucune publication scientifique en dehors de la France sur cette maladie* », met en garde le professeur, qui rappelle par ailleurs que les résultats de cette équipe reposent sur des données et des méthodes qui posent question (pas de groupe témoin, patients atteints de maladies antérieures à l'administration des vaccins, etc.).

Mais alors, que répondre aux patients, aux professionnels de santé qui parfois s'opposent à la vaccination ? « *Oui, c'est vrai que l'aluminium présent dans les vaccins reste en partie dans les muscles où le produit a été injecté* », répond le professeur Floret.

*Conférence du 25 avril 2013 à Paris.*

« *En revanche, en 20 ans, aucun lien avec une quelconque maladie n'a été démontré scientifiquement. Evidemment, on pourrait retirer l'aluminium des vaccins, mais dans ce cas, il faudrait aussi arrêter de vacciner puisque les produits ne fonctionneraient plus. Des adjuvants alternatifs existent, c'est vrai, mais nous ne savons pas s'ils seraient tolérés par l'organisme.* »

## Une polémique franco-française

Par ailleurs, l'autorisation de mise sur le marché d'un nouveau vaccin prendrait entre cinq et dix ans. D'autant que la polémique étant limitée à la France, il semble douteux que les laboratoires, qui distribuent leurs produits partout dans le monde, se lancent dans la fabrication de vaccins sans aluminium spécifiquement pour le marché français.

« *Enfin*, rappelle-t-il, *l'aluminium n'est toxique qu'à partir d'une certaine concentration, loin d'être atteinte par le biais de la vaccination* ».

Après une nouvelle séance de questions modérée par le docteur Véronique Dufour, pédiatre en charge de la protection infantile à la PMI de Paris et expert INFOVAC, Evelyne Baillon-Javon, directrice du pôle prévention et promotion de la santé à la direction de la santé publique tire les conclusions de cette journée.

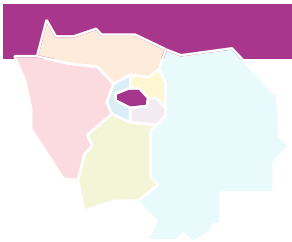
Une rencontre très enrichissante qui a rassemblé, souligne-t-elle, des professionnels d'horizons très variés, « *ce qui montre à quel point la vaccination est un enjeu important de santé publique et surtout de transversalité* ». Elle a également salué l'implication de l'IREPS dans cette politique vaccinale, « *en tant qu'instance régionale, qui va permettre de veiller à l'harmonisation des pratiques mais aussi un vrai maillage de tous ces acteurs.* »

### Des conférences sur tout le territoire

Cette rencontre régionale s'inscrit dans un cycle de conférences programmées sur l'ensemble du territoire d'ici à 2017. Des rendez-vous qui ont pour but de permettre à l'ensemble des professionnels concernés d'actualiser leurs connaissances, d'échanger sur leurs pratiques et leurs représentations. L'IREPS a pour mission de coordonner et de rendre visibles ces rencontres, mais également d'aider les promoteurs de ces actions à les valoriser grâce à un outil d'évaluation harmonisé.

# Exemples d'actions locales

75 / Un partenariat efficace pour une opération hors les murs réussie
77 / Sensibilisation en masse des professionnels de santé
78 / Un quizz pour sensibiliser les jeunes travailleurs
91 / La vaccination sur les bancs de l'école
92 / Les femmes relais d'Antony se mobilisent pour la vaccination
93 / Des outils spécifiques pour les enfants du voyage
94 / La semaine de la vaccination... 52 fois par an
95 / Petit-déjeuner vaccination : une rencontre conviviale à la Mission locale Argenteuil-Bezons



## 75 - Paris - Un partenariat efficace pour une opération hors les murs réussie

Portée par le centre de vaccination de Picpus (Paris XII), co-organisée par les ateliers santé ville des Xème et XIème arrondissements, la séance de vaccination hors les murs du 24 avril a rencontré un franc succès. L'opération, qui a mobilisé un nombre important de partenaires, a en effet permis de vacciner une quarantaine de personnes. Retour sur cette belle réussite.

Parmi les missions des centres de vaccinations du Bureau de la Prévention et des Dépistages (DASES) figurent la promotion de la santé et la prévention, en particulier en direction des jeunes et des personnes en situation de précarité. « Nous travaillons régulièrement avec les associations pour aller à la rencontre de ces publics », explique Maud Kokotek, médecin du centre.

Lorsque Sandra Taniga et Jessica Pourraz, coordinatrices des ateliers santé ville des Xème et XIème arrondissements de Paris, contactent Pascal Bourdeau, infirmier encadrant du centre de vaccinations Picpus pour monter une opération de vaccination hors les murs dans le cadre de la SEV, l'équipe répond naturellement présent.

L'infirmier – Pascal Bourdeau -, le médecin et une secrétaire médicale sont ainsi détachés à la salle LCR, rue Robert Houdin à Paris XI. En l'espace de 4 heures, ils recevront 45 personnes et procèderont à 55 actes sur 38 d'entre elles. « C'est un très bon résultat », souligne Pascal Bourdeau. « Pour comparaison, lors de nos consultations sur rendez-vous au centre, nous voyons en moyenne 36 personnes dans le même temps. Or là, nous nous sommes rapprochés de leur lieu de vie. »

Un vrai succès, qui s'explique par le travail de mobilisation effectué en amont par les coordinatrices des ateliers santé ville auprès des partenaires locaux travaillant avec les habitants des quartiers classés en politique de la ville dans ces deux arrondissements : associations, centres sociaux, PMI, écoles, parents, bailleurs sociaux, médecins libéraux et centres de santé.
« Cette mobilisation a été facilitée, notamment, par l'organisation d'une réunion d'information entre l'équipe de vaccination et les associations des quartiers. Ainsi, les partenaires ont pu obtenir suffisamment d'éléments afin de mobiliser leur public », précise Jessica Pourraz.

De plus, l'implication de ces acteurs dans l'accompagnement physique des personnes a constitué une réelle plus value, et renforcé le lien de confiance entre le patient et le soignant. « Beaucoup de publics en situation de précarité ne se déplacent pas au centre de vaccination. Pour nombre d'entre eux, la santé est loin d'être leur priorité première. La démarche de « l'aller vers » est indispensable afin de réinscrire ces personnes dans le droit commun, des personnes qui sont souvent très éloignées des parcours de soins, et encore plus de la prévention », poursuit-elle.

Conforté par cette réussite, l'ensemble des partenaires envisage de reconduire l'opération, qui se déroulerait désormais deux fois par an. « Nous souhaitons développer ce partenariat, qui nous a permis de mener une action de prévention efficace », conclut Pascal Bourdeau.

*Affiche de l'action.*

## 77 - Seine et Marne -

### Sensibilisation en masse des professionnels de santé

Médecins libéraux, pédiatres, pharmaciens, infirmières scolaires… La Caisse primaire d'assurance maladie du département a mené cette année une opération de sensibilisation d'envergure en direction des professionnels de santé. Explications de Delphine Florance, chargée d'éducation pour la santé.

« C'est la première fois que l'organisme met en œuvre une action de cette ampleur », souligne Delphine Florance. La CPAM a en effet envoyé un courrier aux 1000 médecins généralistes et aux 65 pédiatres de Seine-et-Marne, mais aussi aux centres de santé et aux 14 Maisons Départementales des Solidarités-PMI .

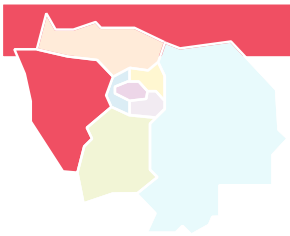
Objectif ? Leur communiquer les informations relatives au nouveau calendrier, mais aussi leur fournir l'affiche de ce calendrier, pour l'exposer et transmettre le message aux patients.

Les pharmaciens, souvent oubliés dans ce type d'actions, ont eux aussi été associés à l'opération. « Ils jouent pourtant un rôle très important, et nous les incluons dans toutes nos actions d'information et de prévention », indique la chargée d'éducation pour la santé. Les 400 pharmaciens installés dans le département ont en conséquence reçu les mêmes éléments.

La CPAM organisait par ailleurs une rencontre ouverte aux médecins du travail. « Du fait de leur statut particulier – ils sont salariés - , c'est un public avec lequel nous avons moins de contacts. Le forum avait pour but de les informer sur les dispositifs de prévention de l'assurance maladie, en mettant l'accent sur la vaccination. »

Une quinzaine de médecins ont répondu présent, et sont partis ravis de cette rencontre. « Chacun des organismes présents dans le département était représenté », se félicite Delphine Florance. « Les participants m'ont fait part de leur volonté de diffuser les informations récoltées à l'ensemble de leurs collègues. »

Enfin, un mail comprenant l'affiche en format PDF a été envoyé à l'inspection
académique de Seine-et-Marne afin qu'un affichage soit réalisé dans toutes les infirmeries scolaires. « Nous avons essayé de toucher la majorité des professionnels de santé du département », conclut Delphine Florance.



## 78 - Yvelines -

### Un quizz pour sensibiliser les jeunes travailleurs

Forte mobilisation dans les Yvelines. Cette année, une quinzaine d'opérations a été organisée dans le nord du département. Les publics ciblés ? Les habitants des quartiers, les professionnels de santé, mais aussi les 18-30 ans, qu'ils soient étudiants ou jeunes travailleurs. Pour toucher cette tranche d'âge, le docteur Benoît Coudert, du Centre hospitalier intercommunal de Meulan-Les Mureaux, et responsable du service de vaccinations Yvelines Nord, a mis en place un dispositif innovant.

« Pour inciter les gens à se faire vacciner, il faut aller vers eux », souligne le docteur Coudert. Dans cette optique, deux lieux ont été retenus : l'IUT de Mantes et l'usine Renault de Flins-sur-Seine. L'entreprise emploie actuellement environ 3600 employés, dont une forte proportion de jeunes de 18 à 30 ans. Une tranche d'âge particulièrement concernée par le rattrapage du vaccin contre la rougeole.

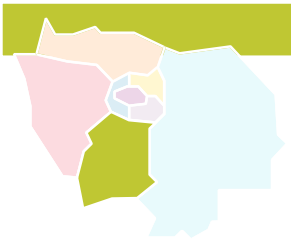
Pour sensibiliser les jeunes travailleurs sur la question, le médecin s'est appuyé sur le service de Médecine de santé au travail. « Par son intermédiaire, nous avons envoyé aux employés de l'usine âgés de 18 à 30 ans un quizz à remplir sur le thème de la vaccination. Ils pouvaient aussi, s'ils le souhaitaient, nous transmettre une copie de leur carnet de santé pour analyse », explique-t-il. Au total, 105 quizz ont été transmis au Service de vaccination Yvelines Nord.

A l'IUT, même principe, mais l'équipe est présente sur place pour délivrer conseils et informations directement aux étudiants. « Nous disposions d'un stand au sein de l'établissement. Au total, 53 personnes ont répondu au quizz », précise le docteur Coudert, 68 % d'entre elles ayant entre 18 et 25 ans.

Le format ludique de l'opération a donc fonctionné, même si le quizz reste un prétexte. « L'objectif n'était pas tant d'évaluer leurs connaissances mais de les faire réfléchir à la nécessité de la vaccination », indique-t-il.

D'autant que les réponses obtenues ont mis en évidence un problème d'éducation pour la santé : la majorité des personnes interrogées pensent par exemple que la rougeole est uniquement une maladie infantile, et la plupart d'entre elles ne connaissent pas les lieux de vaccination gratuite. De précieuses indications pour construire les opérations à venir.

*Dr COUDERT, Responsable du service de vaccination Yvelines Nord.*




## La vaccination sur les bancs de l'école

Pendant la SEV 2013, la majorité des actions du département ont été organisées par le Conseil général, par le biais de ses quatre centres de vaccination. Au total, six événements ont eu lieu en avril et en mai, ciblant un public varié : enfants, adultes, professionnels, mais aussi adolescents, premiers concernés par le rattrapage de la vaccination contre la rougeole. Le 23 avril, plusieurs dizaines de jeunes de 16 à 25 ans ont ainsi pu être vaccinés au centre EPIDE de Brétigny-sur-Orge. Placés sous la triple tutelle des ministères de la Défense, de l'Emploi et de la Ville, les EPIDE (Etablissements Publics d'Insertion de la Défense) ont pour mission d'assurer l'insertion sociale et professionnelle de jeunes en difficulté.

*Colloque du 28 mai destiné aux professionnels.*

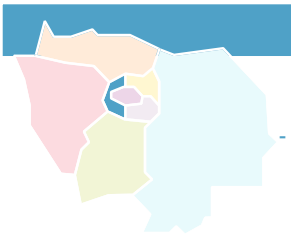
Le 23 avril, deux médecins, deux infirmiers, un cadre et une secrétaire médicale du centre départemental de vaccination de Massy se sont déplacé dans les locaux de l'EPIDE de Brétigny-sur-Orge et ont rencontré 44 élèves, indique le docteur Anne Detot, chef du projet vaccination pour le Conseil général de l'Essonne.

« Cette action, qui a pu voir le jour grâce à une très bonne collaboration avec l'armée, nous a permis de toucher un public que nous atteignons rarement, des adolescents souvent déscolarisés, et qui n'ont pas de suivi médical pour la plupart » , souligne le docteur Detot. Au cours de la journée, 66 vaccins ont été prodigués.

Bilan très satisfaisant, donc, pour une opération que le médecin aimerait renouveler, d'autant que l'EPIDE de l'Essonne accueille 80 nouveaux élèves tous les deux mois.

Parmi les autres actions menées par le Conseil général, le colloque du 28 mai, destiné aux professionnels, a quant à lui rassemblé 70 personnes à la Maison des Habitants d'Evry. « Les participants ont véritablement exprimé leur adhésion et leur volonté que ce type d'événements se reproduise », se félicite Anne Detot.

La communication n'a pas non plus été négligée, en direction du grand public via la presse locale ou institutionnelle, mais aussi à l'interne, pour sensibiliser le personnel du Conseil général et des communes du département, qui a, à son tour, relayé les informations et mobilisé la population. Une méthode éprouvée, puisque 180 personnes ont participé à l'une des actions organisées durant la SEV.




## Les femmes relais d'Antony se mobilisent pour la vaccination

La santé et la prévention font partie des axes de travail des Femmes relais d'Antony. Si ces femmes du quartier du Noyer Doré, regroupées en association depuis 1995, sensibilisent régulièrement les habitants sur la vaccination, elles ont souhaité mettre l'accent sur le sujet durant la Semaine européenne de la vaccination.

Ateliers santé mensuels, accueil et accompagnement des nouveaux arrivants, cours d'alphabétisation… Toutes les occasions sont bonnes pour parler santé au sens large, et vaccination en particulier, explique Madame Kamara, médiatrice au sein du pôle santé de l'association. « Mais nous tenions en plus à mettre en place des séances de sensibilisation spécifiques au cours de la Semaine de la vaccination », souligne-t-elle. Deux sessions ont donc eu lieu dans les locaux de l'association. La première portait sur les maladies infectieuses, le rôle et le mode d'emploi du carnet de vaccination, et la nécessité de bien suivre les recommandations en la matière. Elle était animée par un intervenant du réseau Ressources, réseau de santé et d'accès aux soins porté par l'hôpital de Clamart.

La seconde a quant à elle permis d'aborder la questions des vaccinations nécessaires pour partir à l'étranger, en présence d'une professionnelle de la CPAM 92. Chaque séance a rassemblé une vingtaine de personnes, mais surtout, ces rencontres ont permis aux participants de poser toutes leurs questions.

L'une des forces de l'association réside en effet dans le nombre de langues parlées par les salariées et les bénévoles : une douzaine, en plus du français. « Les participantes ne maîtrisent pas toutes bien le français », indique Madame Kamara. « Les médiatrices présentes aux réunions ont pu traduire leurs questions, notre objectif étant que tous repartent avec des informations et des réponses. »
En parallèle, une campagne d'affichage a été mise en place, toujours en partenariat avec la CPAM des Hauts-de-Seine. Un dispositif que l'association prévoit de reconduire l'an prochain.

93

- Seine Saint Denis -

## Des outils spécifiques pour les enfants du voyage

Avec le changement de calendrier vaccinal, de nombreux outils ont été conçus pour l'expliquer au grand public. Des supports qui ne sont pas toujours adaptés à une population rencontrant des difficultés à lire… Pour faire prendre conscience des enjeux de la vaccination aux gens du voyage, Bernadette Ferrara, de l'association ADEPT, projette de mettre en place des documents spécifiques à destination des enfants.

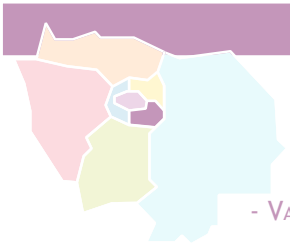
*Extrait de l'outil utilisé lors de l'action.*

En Seine-Saint-Denis, l'association ADEPT a pour but de « favoriser la connaissance et la reconnaissance sociale, économique, culturelle ainsi que de l'habitat » des gens du voyage, mais également de « promouvoir leur accès aux droits et accompagner l'émergence et la réalisation de projets adaptés d'insertion par l'habitat, le social et l'économique. »

La santé et l'accès aux soins constituent un volet primordial du travail de l'association. Les responsables du pôle santé ont ainsi souhaité relayer la Semaine européenne de la vaccination auprès de ce public. « Nous avons commencé par une opération d'affichage », explique Bernadette Ferrara, travailleur social à l'ADEPT, « mais nous nous sommes vite rendu compte que les outils proposés étaient parfois un peu compliqués. Nous avons affaire à une population qui ne sait pas forcément lire et écrire », souligne-t-elle.

La solution ? La création de supports plus abordables, notamment à destination des enfants qui ne sont pour la plupart pas scolarisés. « J'ai réalisé un livret comprenant des jeux, des quiz, des coloriages, adapté aux différentes tranches d'âge et niveaux de compréhension », détaille-t-elle. L'objectif étant de leur faire prendre conscience de l'importance de la vaccination à travers le jeu.

Une formule qui fonctionne plutôt bien. « Les enfants sont généralement réactifs à ce type d'outil. Pour parler de l'hygiène, du corps, j'ai fabriqué un pantin par exemple. Il faut que les activités soient rapides, les messages courts pour parvenir à démocratiser l'information, la rendre simple et digeste. » Les livrets vaccination seront distribués sur les aires d'accueil du département dès la rentrée.



94

- Val de Marne -

## La semaine de la vaccination… 52 fois par an

La plateforme de coordination de vaccination (PCV) du Val-de-Marne a été créée en 2007 afin de rendre accessible un service de vaccination gratuite pour les enfants de plus de 6 ans et les adultes en situation de vulnérabilité sociale. Géré par la Croix-Rouge, le dispositif, qui associe centres médico-sociaux habilités et équipes mobiles, a permis de vacciner 12 355 personnes en 2012. Lors de la dernière semaine européenne de la vaccination, les unités de terrain ont ainsi procédé à six séances de vaccination hors les murs. Le point avec Denis Serruques, médecin coordinateur de la plateforme.

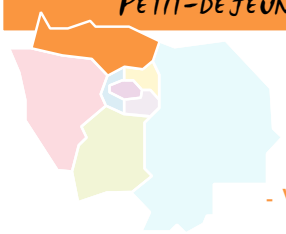
« La semaine européenne de la vaccination, pour nous, c'est 52 fois par an », sourit le docteur Serruques. Au-delà de ses activités de coordination (commande et distribution de vaccins, suivi des vaccinations, diffusion des bonnes pratiques…), la PCV organise en effet plusieurs séances de vaccination gratuite chaque semaine.

« Il s'agit d'un véritable service de proximité », souligne le médecin. « Nous nous installons dans des lieux ouverts à tous – locaux associatifs ou administratifs, centres culturels… –, mais aussi des endroits où se rend notre public cible, comme les lieux d'accueil pour les migrants ou les SDF. »

Ainsi, du 20 au 27 avril 2013, les équipes mobiles se sont déplacées deux fois au centre OFII (Office Français pour l'Intégration et l'Immigration) de Créteil, dans une résidence sociale d'Alfortville, au Centre hospitalier de Créteil et dans des sites ouverts au public des municipalités de Bonneuil et Villeneuve-Saint-Georges.

Un système qui fonctionne, puisque le nombre de personnes vaccinées par les CMS et les équipes mobiles a doublé depuis 2008. Les leviers ? « Choisir des lieux connus du public, des lieux de passage et de service », répond le médecin. Mais pas seulement : les horaires des séances et la période de l'année jouent elles aussi un rôle, sans oublier le poids du réseau. « On ne peut pas travailler seuls », conclut le docteur Serruques.

## Petit-déjeuner vaccination : une rencontre conviviale à la Mission locale Argenteuil-Bezons




Pour inciter les 16-25 ans à venir s'informer sur la vaccination, Florence Berger, psychologue clinicienne et responsable du Point Santé à la Mission Locale d'Argenteuil-Bezons, a choisi une formule originale. Les jeunes étaient en effet conviés à partager un petit-déjeuner et échanger autour de la thématique avec un professionnel. Explications.

Le point santé de la Mission locale conjugue plusieurs missions : accès aux soins et aux droits, entretiens individuels, mais aussi prévention, indique Florence Berger. « Dans ce cadre, j'organise régulièrement des rencontres entre les jeunes et les différents partenaires de la Ville sous forme de petits-déjeuners. Il s'agit à la fois de les informer, de débattre, mais aussi de les aider à identifier les ressources locales », précise-t-elle.

Dans le cadre de la Semaine européenne de la vaccination, la psychologue a choisi de consacrer un petit-déjeuner à la question, et invité Catherine Neveu, du Centre Départemental de Dépistage et de Soin d'Argenteuil (CDDS). « Pour mobiliser les jeunes, nous avons choisi d'aborder le sujet sous l'angle du travail, les vaccinations obligatoires en milieu professionnel par exemple. Les conseillers en insertion professionnelle se sont mobilisés pour les faire venir à ce petit-déjeuner », détaille Florence Berger.

Une thématique spécifique qui les a visiblement intéressé : 10 d'entre eux ont en effet répondu present, et tous ont été très participatifs. Si certains étaient au point sur la vaccination, notamment les jeunes parents, d'autres sont repartis avec de nouvelles connaissances. « Et surtout, plusieurs rendez-vous au CDDS ont été pris à l'issue du petit-déjeuner », constate Florence Berger.

La psychologue tire donc un bilan positif de l'opération et envisage de la reconduire l'an prochain, toujours à l'occasion de la Semaine européenne de la vaccination. Avec, peut-être une légère modification : « nous pourrions, pourquoi pas, emmener les jeunes dans les locaux du CDDS, pour leur faire encore mieux connaître ce partenaire important».

PETIT DEJEUNER SANTE

La **Mission Locale d'Argenteuil-Bezons** vous

Invite à un petit déjeuner le vendredi 19 avril .

A l'occasion de la semaine mondiale de la vaccination

**Le Centre Départementale de Dépistage et De Soins viendra le vendredi 19 avril 2013 dès 9 heures jusqu'à 12 heures 30 à la Mission Locale d'Argenteuil-Bezons**

Pour vous inscrire parlez-en avec votre conseiller

*Visuel de l'action*

*L'équipe de l'IREPS Ile-de-France remercie :*
*> l'ensemble des professionnels qui se sont mobilisés sur la semaine européenne de la vaccination 2013,*
*> ainsi que ceux qui ont témoigné de leurs expériences auprès de Raphaëlle Merigneux afin de permettre la réalisation de ce document.*

**Gwénaëlle Guillou, coordinatrice du projet vaccination**
**Catherine Allais, chargée de projets, coordinatrice technique**
**01 39 43 58 93**